

L'EDITO

Véronique Lamquin

UNE FUSION AUX RELENTS TRÈS COMMUNAUTAIRES

Pour la Flandre, la fusion des six zones de police bruxelloises est une évidence politique. Depuis les attentats de Paris, tous les partis du Nord y voient l'une des réponses aux problèmes de sécurité. Leur argument ? L'efficacité : à l'échelle d'une ville, mieux vaut un commandement unique qu'une direction éparpillée entre six chefs de corps. Et de brandir l'exemple d'Anvers. Oubliant, au passage, de préciser que la métropole compte 500.000 habitants, là où la capitale en compte 1,15 million. Une zone au lieu de six, ce sont aussi des économies d'échelle, mais comment y assurer la proximité des services, sinon en décentrali-

sant ce que l'on aurait regroupé ? Par ailleurs, aucun élément des enquêtes en cours en matière de terrorisme n'a mis en lumière un manque de communication ou de coordination entre les polices locales bruxelloises. Du terrain bruxellois remontent plutôt des plaintes quant à une communication insuffisante ou imprécise entre les polices fédérale et locales, entre la Sûreté de l'Etat et les bourgmestres. Et, surtout, des demandes de renforts : il manque 768 policiers à Bruxelles, la faute au fédéral.

Les polices locales bruxelloises sont-elles pour autant parfaites ? Non. La criminalité, petite et grande, y reste, comme dans d'autres centres urbains, bien trop élevée. Et certaines zones fonctionnent mieux que d'autres.

Tous les partis francophones formulent du reste des propositions pour améliorer l'organisation des forces de sécurité dans la capitale. Mais valent tout net sur

la fusion.

Bruxelles n'a donc pas besoin d'ingérence fédérale ou flamande

Un clivage Nord/Sud qui s'explique par les relents communautaires du dossier. Les partis flamands défendent la fusion des communes, au sein desquelles ils n'ont guère de représentation garantie, et leur absorption par la Région, gérée paritairement par les francophones et les néerlandophones. Dans la foulée, zones de police et CPAS devraient aussi ne faire qu'un(e). Un discours tenu au nom d'une plus grande cohérence et d'une meilleure gouvernance (moins d'élus). Que les francophones balaient. Parce qu'ils ne veulent pas voir la parité s'imposer. Surtout, parce que, plus que jamais depuis la sixième réforme de l'Etat, Bruxelles est une Région comme les autres, qui n'a donc pas besoin d'ingérence fédérale ou flamande.